

Récupérer Mandela au 21ème siècle

[Germà Pelayo](#) ✕ 8 janvier 2014

Thèmes liés : [Acteurs non étatiques](#) ✕ [Action mondiale](#) ✕ [Agendas et feuilles de route](#) ✕ [Égalité](#) ✕ [Citoyenneté mondiale](#) ✕ [Construction de la paix](#) ✕ [Coopération](#) ✕ [Cosmopolitisme](#) ✕ [Crise multidimensionnelle](#) ✕ [Démocratisation](#) ✕ [Democratie mondiale](#) ✕ [Gouvernance environnementale](#) ✕ [Gouvernement mondial](#) ✕ [Humanité](#) ✕ [Innovation politique](#) ✕ [Mobilisation](#) ✕ [Mouvements citoyens](#) ✕ [Nations Unies](#) ✕ [Nouvelles institutions](#) ✕ [Parlement mondial](#) ✕ [Participation citoyenne](#) ✕ [Programme mondial](#) ✕ [Stratégies de construction de la gouvernance mondiale](#) ✕ [Transitions](#) ✕ [Unité-diversité](#)

La mort de Nelson Mandela a suscité depuis quelques semaines des hommages à l'homme et des réflexions autour de son action. Le caractère exceptionnel de l'homme fait que son action a dépassé la simple lutte d'émancipation d'un peuple. Comment tirer parti, pour construire une société juste et libre au 21ème siècle, des enseignements que Mandela nous a offerts au 20ème siècle ? Quel champ d'action géographique, quels objectifs, quelles stratégies et actions aurions-nous à tracer et quels seraient les obstacles sur notre chemin ? Cet article se veut un « guide pratique » d'idées ou de propositions pour inviter au débat. Pour éviter que l'offensive capitaliste ne transforme l'apartheid économique actuel en un futur apartheid politique, plusieurs options sont évoquées : entre autres, une révolution pacifique mondiale pour une transition démocratique qui mène à la construction d'un parlement citoyen mondial permanent.



Voir aussi :

[Comme une nation arc-en-ciel](#). Le discours d'investiture de Mandela en 1994 mis en chanson.
[Charte des peuples de la Terre](#), un appel mondial qui s'inspire de la *Charte de la liberté*
[Sudáfrica \(Diccionario del Poder Mundial\)](#) (En espagnol) L'Afrique du Sud et la gouvernance mondiale.

["Dreaming of Mandela"](#) (En anglais, article de Roger Cohen, *New York Times*)

La mort de Nelson Mandela a suscité depuis quelques semaines des hommages à l'homme et des réflexions autour de son action. Le caractère exceptionnel de l'homme fait que son action a dépassé la simple lutte d'émancipation d'un peuple et a été exemplaire en six aspects : formation et exercice du droit dans la défense de la lutte sociale et celle contre la discrimination raciale ; passage à la lutte armée lorsque les moyens pacifiques n'étaient pas suffisants ; pendant ses 27 ans d'emprisonnement, mobilisation de la parole comme instrument d'émancipation ; négociation avec ses pires ennemis ; prise de responsabilité politique dans le cadre d'une transition vers la démocratie libérale ; et enfin, retrait de la vie politique par fidélité aux principes d'une démocratie saine.

Nombreux sont ceux qui se demandent quels enseignements l'on peut tirer, pour le 21ème siècle, de la vie politique et personnelle de Madiba. Les réponses, en plus de ne pas être trop nombreuses, ne sont sans doute pas à la hauteur des circonstances car il faut reconnaître que

les défis qui se posent dans les décennies à venir dépassent de loin le défi, déjà conçu comme impossible à son époque, de faire tomber le régime d'apartheid afrikaner. Nous nous efforcerons donc ici d'analyser l'héritage du leader sud-africain sous un angle peut-être sans précédent, celui de l'avenir. Un avenir qui en Afrique du Sud et au-delà, comme nous le soutenons dans le cadre du FnGM, se joue à l'échelle de la planète dans son ensemble. Dans cette perspective de l'avenir, la pauvreté à éradiquer et les injustices à combattre nécessitent un changement bien plus complexe que celui que représentait pour Mandela un changement de régime dans un gouvernement national.

Toutefois, l'exercice proposé ne répondra pas à la question : que ferait Nelson Mandela s'il naissait et vivait au 21^{ème} siècle ? De telles spéculations seraient inutiles et incapables de faire justice à la trajectoire d'un homme qui, pour avoir « réalisé l'impossible », fut le protagoniste d'une histoire extraordinaire et unique. Nos questions seront donc plutôt : comment, pour construire une société juste et libre au 21^{ème} siècle, tirer parti des enseignements que Mandela nous a offerts au 20^{ème} siècle ? Quel champ d'action géographique, quels objectifs, quelles stratégies et actions aurons-nous à tracer et quels seront les obstacles sur notre chemin ? Tout cela en supposant que nous serions en mesure d'agir sur la base des mêmes principes et des mêmes perspectives que le leader sud-africain et universel (intégrité, magnanimité, pragmatisme, probité, persévérance, générosité, sens de la justice...), une supposition de taille, mais que nous prenons comme hypothèse si nous voulons nous concentrer sur l'analyse de l'héritage politique de Mandela au-delà de son aspect humain inégalé.

Vision d'ensemble. De même que Mandela s'est proposé de libérer son pays de l'apartheid et a visé l'établissement d'une démocratie et un État de droit pour tous les citoyens d'Afrique du Sud sans distinction de race – ce qu'il a réussi à faire –, les personnes et les mouvements du 21^{ème} siècle doivent se donner une vision d'ensemble du monde qu'ils désirent. Un monde où il n'y a pas de place pour les inégalités illégitimes, la pauvreté, la faim, les conflits armés ou la destruction écologique, entre autres injustices. Pour cela il faudra :

1. déployer une révolution planétaire pacifique et démocratique qui permette une transition vers un monde de paix, juste, solidaire et en harmonie avec l'environnement ; pour commencer cette révolution il faudra un mouvement politique mondial et le FnGM s'inscrit, avec d'autres, dans le lancement et la promotion d'un tel mouvement ;
2. construire un consensus sur un objectif politique initial, par exemple créer un Parlement citoyen mondial permanent (ou en cas d'urgence majeure, un gouvernement mondial) ;
3. ce parlement, première étape de la construction de la nouvelle gouvernance mondiale, pourrait commencer à légiférer pendant que parallèlement, l'ensemble du mouvement suit une feuille de route pour procéder à la transition économique, politique et sociale sur d'autres aspects qui restent à déterminer.

Nous développons ces points ci-dessous.

Champ d'action géographique. Mandela lui-même a reconnu qu'étant jeune avocat à Johannesburg il aurait évité bien de problèmes s'il n'avait pas croisé le chemin du leader activiste Walter Sisulu lors d'une rencontre du Congrès national africain (ANC, pour *African National Congress*) qui représentait l'avant-garde de l'alternative politique sud-africaine déjà dans les années 1950. L'ANC avait fixé le cadre d'action à l'échelle nationale comme le faisaient les autres mouvements de libération, et plus tard Mandela imprimerait sur l'ANC sa vision, une réponse à la spécificité sud-africaine au sein du continent noir, d'une colonisation

interne, draconienne et prolongée, matérialisée par l'institutionnalisation de l'apartheid, ou la suprématie des Blancs sur tous les autres. Avant de décider qu'il consacrerait sa vie au service de son pays, Mandela avait désobéi à sa famille, qui l'avait désigné pour devenir, dans sa communauté Xhosa, conseiller de la famille royale Thembu dont il faisait partie. Ainsi, pénétré de sa conviction qu'il avait une mission différente à accomplir, il a survécu un temps avec très peu de ressources à Alexandra, un « township » dans la banlieue de Johannesburg.

Aujourd'hui, nous nous trouvons à une étape antérieure à celle-ci, car même si les arguments abondent pour savoir que la planète entière est le champ pertinent et légitime de lutte d'un mouvement politique pluriel, il n'existe pas suffisamment de travaux qui aient articulé et mis en cohérence ces arguments dans un corps théorique unifié qui permette de visualiser la cohérence de l'approche consistant à construire le mouvement mondial correspondant à cette réalité. Nous nous trouvons donc plutôt dans une phase initiale comparable à celle de la fondation de l'ANC en 1912 comme organisme de défense des droits de la population noire dans l'Union de l'Afrique du Sud nouvellement créée (1910), voire à celle des mouvements de libération du 19^{ème} siècle en Amérique Latine. Nous disposons aujourd'hui cependant d'un avantage, les médias permettant une fécondation des idées plus rapide.

Objectifs. Pour simplifier à l'extrême, il y a deux étapes dans la définition des objectifs pour un changement politique et social : énoncer ce que l'on ne désire pas d'une part, et énoncer ce que l'on désire. Quand Mandela a rejoint l'ANC, l'objectif de l'ANC était de renverser le régime de l'apartheid, mais pour ce qui concernait la société et le pouvoir politique qui devaient le remplacer, un débat interne faisait rage. Dans ce débat, les communistes exerçaient une grande pression à l'intérieur et à l'extérieur de l'ANC pour qu'y soient intégrés les thèmes de la lutte des classes et la construction d'un État socialiste. Mandela réussit toutefois à imposer sa vision pragmatique, qui était de se concentrer sur un objectif plus « réaliste » avec la liberté, c'est-à-dire la construction d'une démocratie libérale et interracial à l'échelle nationale, comme scénario possible pour dépasser l'anomalie politique que supposait un régime basé sur le racisme institutionnalisé dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle.

Dans ce domaine aussi, la recette avait déjà été inventée et a permis à Mandela de prendre le leadership du mouvement sans avoir à se consacrer préalablement à des travaux initiaux pour élaborer les bases intellectuelles de l'action. Il a été possible d'établir un consensus minimal entre les tendances divergentes au sein de l'ANC étant donné que l'aspiration à « un pays normal » (un État démocratique libéral disposant d'un « gouvernement par la majorité » et des droits de l'homme fondamentaux) comme beaucoup d'autres pays à cette époque, était perçue en interne et en externe comme un objectif légitime et réaliste malgré la difficulté d'avoir à faire face à l'oppression d'un régime particulièrement inhumain dans ses objectifs et brutal dans ses méthodes.

Nous remettant dans le contexte actuel, nous pouvons constater que depuis près de 15 ans les mouvements sociaux locaux et internationaux sont d'accord sur le monde qu'ils ne veulent pas, surtout après la dynamique des forums sociaux au cours de la première décennie du siècle présent. En revanche aujourd'hui, en 2013, nous sommes encore en attente du processus d'invention de la recette de la future puissance ou gouvernance mondiale, et les espaces de délibération pour déterminer quelle société meilleure nous désirons sont encore en construction et en déconstruction. Parmi les questions fondamentales encore en suspens nous avons :

1. le sens et la nature d'une construction et/ou d'une prise du pouvoir à l'échelle mondiale ;
2. les objectifs sociaux souhaités avec l'émergence de cette nouvelle gouvernance ou ce nouveau pouvoir ;
3. comme pour Mandela, la question de savoir s'il faut ou non mettre en priorité un objectif politique concret qui puisse générer un consensus, et lequel.

Bref, la question est double : faut-il (oui ou non) « prendre le pouvoir » pour construire un modèle politique d'organisation mondiale ?

Au cours des années 2000, le slogan en vogue dans les mouvements sociaux dans le cadre des forums sociaux était « changer le monde sans prendre le pouvoir », issu de l'œuvre bien connue du philosophe John Holloway. On affirmait qu'une mutation profonde et lente des pratiques sociales et économiques pourrait être la clé de la transformation sociale et politique. Cette idée était aux antipodes de la « dictature du prolétariat », laquelle mettait en avant le changement politique. La vérité est que ces deux opinions extrêmes ignorent la complexité historique d'un monde réel dans lequel les changements politiques, sociaux et économiques s'entremêlent régulièrement. En tout cas, d'une part l'ANC a précédé historiquement l'autonomisme zapatiste, principale référence de Holloway, et d'autre part Mandela avait déjà exclu le scénario de la dictature du prolétariat, ainsi que sa version sud-africaine, une dictature noire qui soumettrait la riche minorité blanche, horizon préféré de nombreux dirigeants et militants de l'ANC, que Mandela a su convaincre.

À l'échelle mondiale, il faudrait parler de la nécessité de « construction de pouvoir » ou de gouvernance, plutôt que de « prise de pouvoir ». Il n'y a pas de puissance mondiale que l'on puisse « prendre » parce que le monde est aux mains de pouvoirs « de fait », une nébuleuse ou mer de requins en mouvement constant et en lutte chaotique, pouvoirs constitués par des financiers, de grandes multinationales, des États impérialistes, des réseaux mafieux et d'autres acteurs divers et indéterminés. Une réforme démocratique en profondeur des institutions internationales actuelles pourrait, voire même devrait accompagner ce processus, mais cela ne suffirait pas à le réaliser car déjà la plus grande et la plus légitime de ces institutions, l'Organisation des Nations unies, ne représente qu'un seul type d'acteur dans la sphère mondiale, les États, qui sont en concurrence avec d'autres forces de plus en plus puissantes : les méga-corporations, la société civile, les réseaux citoyens et de nombreuses fédérations mondiales professionnelles ou thématiques, consolidées ou émergentes. Comme dans toute transition de régime politique, par exemple dans les révolutions nord-américaine, française ou russe, ou dans les indépendances africaines et asiatiques, la création d'un nouvel espace institutionnel de gouvernance est une étape essentielle.

Ce nouvel espace doit être l'alternative mondiale aux pouvoirs de fait actuels. Il existe au moins deux voies d'accès pour le construire, une législative et une exécutive. La voie législative peut avoir pour objectif politique concret la création d'un Parlement citoyen mondial permanent capable de produire une législation planétaire socialement innovante qui deviendrait peu à peu indispensable pour remplir le vide actuel produit par l'absence des nécessaires références juridiques mondiales. Ce parlement serait en outre l'embryon d'un pouvoir législatif mondial collaborant avec les institutions mondiales existantes, et les États et la société civile plus engagés. En même temps, cette institution devra être imprégnée d'un principe de démocratisation permanente selon lequel une de ses principales missions serait de « distribuer du pouvoir » ou « créer de la gouvernance » (dans les limites de sa compétence législative) entre citoyens et avec d'autres acteurs mondiaux, plutôt que d'accumuler le pouvoir et centraliser la gouvernance. Il faudra qu'il soit représentatif des différentes

pluralités de la planète. Dans un premier temps il pourrait se fonder virtuellement et se maintenir grâce à un processus de financement citoyen (*crowdfunding*), même si plus tard il aurait besoin de réaliser des assemblées dans des lieux physiques et de trouver des sources plus solides de financement, par exemple à travers le développement d'une taxation mondiale.

Dès aujourd'hui et, par exemple, pendant les deux ou trois prochaines années, un comité directeur composé d'acteurs engagés sur une vision politique du changement mondial pourrait se consacrer à préparer les bases pour une bonne mise en marche de ce parlement. Le comité propagerait un mouvement de soutien par la société civile d'abord pour la mise en mouvement du parlement, ensuite pour son rodage puis son assise, faisant assumer ainsi progressivement au parlement son rôle central dans l'architecture institutionnelle mondiale.

Une deuxième voie est de créer un embryon de pouvoir exécutif, ou gouvernement démocratique mondial. L'avantage de cette approche est que, en cas de réussite, on disposerait plus rapidement de ressources pour résoudre les crises les plus graves de la planète liées à la pauvreté, les inégalités, la crise environnementale et la violence dans des conflits civils et internationaux, entre autres. Ces ressources seraient destinées plus particulièrement aux régions du monde le plus touchées par ces différents problèmes. On pourrait ainsi pallier aux énormes lacunes du système actuel de coopération internationale, à condition d'accompagner cette action d'un sérieux effort de transparence et d'une lutte contre la corruption à tous les niveaux. Il s'agit là, cependant, d'une voie présentant un plus haut risque d'accumulation de pouvoir et pour cette raison, elle serait peut-être moins acceptable aux yeux des acteurs non étatiques à l'échelle locale et mondiale, et encore moins aux yeux des États, dont certains pourraient par ailleurs bien collaborer initialement avec un parlement mondial.

Cette voie pourrait être conçue comme un plan B, intéressant pour affronter un scénario d'aggravation rapide de la crise actuelle. Il faut comprendre que l'absence actuelle de forces importantes de résistance organisée (intellectuelle, économique, civique, politique, voire armée...) contre le pouvoir mondial actuel permet d'imaginer l'accomplissement définitif de la crise multidimensionnelle que nous souffrons, le suicide collectif de l'humanité telle que nous la connaissons aujourd'hui et dans le meilleur des cas, d'ici quelques décennies, des scénarios contre-utopiques de deux humanités séparées comme ceux décrits dans des films récents de science-fiction tels que « Hunger Games » (2012) ou « Elysium » (2013), qui supposent précisément l'institutionnalisation future d'un apartheid mondial. Face à ce risque, il faut organiser des réponses et des projets dès maintenant.

Ces approches à des objectifs mondiaux ainsi que les stratégies décrites ci-dessous pourraient se réaliser sans recourir au père de la nation sud-africaine moderne – ou vouloir y trouver légitimité, diraient les critiques. Il faut quand même dire qu'il y a un fil qui relie le passé de Mandela avec notre avenir et qui donne du sens à la manière dont nous présentons ces propositions. Ce fil prétend contenir l'essentiel de l'héritage du leader : un choix juste et audacieux de principes et objectifs inaliénables ; intégrité, courage et détermination pour les défendre ; la sage combinaison de fermeté et de flexibilité dont fit preuve Mandela ; et enfin, son immense générosité et empathie envers les autres, y compris ses ennemis. Sans oublier le risque mentionné d'apartheid mondial futur qui invite à élaborer des stratégies préventives dès maintenant.

Stratégies. La définition d'un ou plusieurs objectifs détermine, à partir du pragmatisme qui peut s'inspirer du leader sud-africain, le type de stratégie à développer. Le massacre de

Sharpeville en 1960 a écarté définitivement la voie gandhienne au sein de l'ANC et consacré la nécessité de former un mouvement armé comme la « seule alternative de résistance », *Umkhonto we Sizwe*, conduite par Mandela lui-même. Pour préparer cette résistance et gagner du soutien il a voyagé dans plusieurs pays et suivi une formation militaire en Éthiopie et en Algérie. Cependant, après son arrestation au retour de ce voyage et après avoir obtenu que la peine de mort prononcée initialement dans le procès de Rivonia soit commuée en emprisonnement à perpétuité, pendant les 27 longues années qu'il a passées en prison Mandela a fait mûrir sa pensée radicalement et réorganisé ce qui serait sa stratégie. Avec un soutien international croissant pour sa cause, Mandela a préparé la voie de paix et réconciliation plutôt que la poursuite du conflit et de la revanche. Ainsi dans les années 1980 il a osé entamer des négociations secrètes avec ses pires ennemis.

La transition réalisée et une fois au pouvoir déjà en 1994, Mandela a supervisé la Commission Vérité et Réconciliation (CVR). La CVR, un organe de justice réparatrice, a fonctionné à partir de 1996 et a été indispensable pour assurer stabilité et paix dans le pays (il faut rappeler les graves massacres et violences au cours de la transition au début des années 1990) grâce à l'aveu et le pardon collectif des uns et des autres. Toutefois, l'amnistie accordée aux responsables de l'apartheid qui avouaient, l'absence d'une partie d'entre eux dans le processus et le fait que les injustices économiques se soient poursuivies et accentuées entre une élite minoritaire blanche et une société majoritaire noire, suggèrent que la CVR n'a rempli son rôle qu'à moitié et n'est pas parvenue à une véritable réconciliation, pour laquelle il aurait été nécessaire d'accompagner ce processus moral, à ce moment-là ou plus tard, d'un véritable procès avec de vrais coupables et des peines d'emprisonnement. Peut-être cette absence de procès, comme dans l'Espagne de 1978 qui n'a jamais eu de procès et à la différence de l'Allemagne de 1945, est dû à un rapport de forces encore trop favorable à la partie perdante, ce qui ne fut pas le cas à Nuremberg parce que les puissances alliées gagnantes pesaient beaucoup de l'autre côté de balance.

Un scénario de régénération politique mondiale au cours du 21ème siècle ouvrirait certainement la boîte de Pandore des multiples ressentiments accumulés au cours des siècles récents de notre histoire. Ils nécessiteront leurs processus respectifs de réparation et de justice. Au-delà de ceux qui proviennent des différents conflits locaux, nationaux ou régionaux, on peut relever à l'échelle mondiale trois conflits, dont deux seraient des candidats obligés de processus de réconciliation, vérité et justice, tandis que le troisième aurait besoin d'un autre type de processus, peut-être symbolique, mis à part, bien sûr, les mesures propices à mettre fin au « conflit » en soi :

1. le colonialisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme pratiqués par l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon et d'autres au cours des cinq derniers siècles ;
2. l'exploitation de la majorité des pauvres et miséreux de la planète par des minorités puissantes et le rôle complexe des classes moyennes dans ce processus ;
3. l'agression accélérée et sans précédent à la Terre Mère, c'est-à-dire à l'environnement, notamment depuis la seconde moitié du 20ème siècle.

Lequel de ces processus de réparation et justice un mouvement politique global serait-il disposé à assumer dans son programme d'objectifs ? Le temps nous le dira, si toutefois ce mouvement parvient à se concrétiser.

Dans tous les cas, un changement de mentalité sera nécessaire pour mettre fin à l'ignorance de l'autre comme stratégie parfois inconsciente de la perpétuation des privilèges. Cette

attitude est décrite par Cohen dans l'article, en lien au début de cet écrit, sur les domestiques noirs dans les maisons blanches de l'apartheid, et nous la voyons aussi dans les pays riches par rapport aux migrants qui meurent sur les plages, aux travailleurs esclaves du Bangladesh, la Chine et l'Éthiopie, aux réfugiés et aux morts en Syrie et dans des lieux cachés à l'« opinion publique » mais ouverts aux marchés d'extraction, tel que la Papouasie occidentale. Rapprocher toutes les cultures et tous les gens de la planète, briser la barrière mentale de l'indifférence et l'insensibilité et développer une empathie universelle sont des éléments essentiels. Tous les projets de transition vers le monde dont nous avons besoin – moral, politique, économique, culturel...– sont indissociables entre eux.

Mes remerciements à Jean Rossiaud pour sa relecture passionnée de cet article